

42^{ème} SOMMET DES DIRIGEANTS
DU FORUM DES ILES DU PACIFIQUE

Nouvelle-Zélande -5 au 9 septembre 2011

Séance plénière
Mercredi 7 septembre 2011 – Auckland

Harold MARTIN, Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Secrétaire Général,

Mesdames et Messieurs les dirigeants des pays membres du Forum des Iles du Pacifique,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

C'est avec un très grand plaisir que je retrouve aujourd'hui votre honorable assemblée des dirigeants des Iles du Pacifique pour la tenue du 42^{ème} Sommet du Forum, ici, à Auckland, en Nouvelle-Zélande.

J'ai eu l'honneur de recevoir certains d'entre vous à Nouméa à l'occasion de l'ouverture des 14^{ème} Jeux du Pacifique qui se déroulent en ce moment même sur notre territoire.

Permettez-moi, tout d'abord, à travers ces premiers mots, d'adresser mes plus sincères remerciements au Gouvernement et au peuple de Nouvelle-Zélande pour l'accueil extrêmement chaleureux qui nous est réservé dans le cadre de ce 42^{ème} Sommet du Forum.

Je tiens ainsi à saluer l'excellence de l'organisation de cette réunion et l'attention particulière accordée à chacun.

Je suis aujourd'hui accompagné de plusieurs personnalités politiques calédoniennes, qui incarnent les différentes sensibilités présentes au sein de notre exécutif collégial et au Congrès de la Nouvelle-Calédonie, notre assemblée délibérante.

Permettez-moi de vous les présenter :

- Monsieur Gilbert TYUIENON, Vice Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, en charge des secteurs des Mines, des Infrastructures publiques et du Transport aérien domestique, terrestre et maritime ;
- Monsieur Anthony LECREN, membre du Gouvernement en charge de l'Economie, du Commerce extérieur, de l'Environnement et de l'Economie Verte ;
- Monsieur Georges MANDAOUE, membre du Gouvernement en charge des Affaires Coutumières, du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion Professionnelle ;
- Madame Déwé GORODEY, membre du Gouvernement en charge de la citoyenneté, de la culture et de la condition féminine.

Comme vous le constatez, Mesdames et Messieurs, notre délégation à ce Sommet est importante. Elle témoigne très directement de l'attachement de l'ensemble des forces politiques calédoniennes à l'insertion pleine et entière de la Nouvelle-Calédonie dans notre grande région et à son action positive au côté des Etats et Territoires qui la composent.

Pour la première fois depuis notre participation initiale à ces séances plénières, en 1999, nous arborons nos deux drapeaux,

Cela résulte de la décision prise, sur la proposition de Pierre FROGIER, Député de la République, Président de la Province Sud et leader du parti non-indépendantiste, par les membres du Comité des Signataires de l'Accord de Nouméa en juin 2010, à Paris, sous l'autorité du Premier Ministre Français, François FILLON.

Deux drapeaux, en signe de reconnaissance mutuelle des deux légitimités qui fondent la Nouvelle-Calédonie.

Un vœu du Congrès, adopté à une très large majorité dans cette même période, a institutionnalisé ce symbole très fort et les bâtiments publics mais aussi les mairies des communes ont ainsi été pavoisés.

Lors de la cérémonie d'ouverture des XIVème Jeux du Pacifique à Nouméa, c'est derrière ces deux drapeaux entrecroisés qu'a défilé la délégation des athlètes calédoniens, faisant naître dans le public une forte émotion.

Cette émotion est le signe de la conscience qu'ont les Calédoniens du chemin qui a été parcouru au cours des dernières années.

Le Président Nicolas SARKOZY lors de sa visite à Nouméa le 28 août dernier s'adressait aux Calédoniens en ces termes : « [...] *Cette double reconnaissance manifeste le dépassement des oppositions radicales qui, depuis les années 1960, structurent la vie politique calédonienne, bloc contre bloc, légitimité contre légitimité.* »

Et il ajoutait : « [...] *Ces deux drapeaux, parce qu'ils flottent ensemble, traduisent aussi le fait que la Nouvelle-Calédonie est une terre de partage. Dans de nombreuses familles, des enfants ou des petits enfants ont tout à la fois du sang kanak, européen, métropolitain, polynésien, wallisien. Vos enfants vivent, au plus profond de leur chair, la réalité et la diversité de la société calédonienne. Ils sont le visage réconcilié de la Nouvelle-Calédonie. Ces deux drapeaux sont l'un des reflets de leur identité* ».

Cette année 2011 marque le 40^{ème} anniversaire du Forum des Iles du Pacifique. Depuis sa création en 1971, ici même en Nouvelle-Zélande, cette organisation n'a cessé de prouver qu'elle constituait non seulement un indispensable lieu d'échange entre nous tous, mais aussi un outil de décision et de coordination politique au service de nos populations si diverses au sein de cet immense espace géographique de près de 100 millions de km².

Mais la réalité, nous le savons tous, n'aurait jamais été aussi positive sans l'important soutien et le travail de rapprochement conduit par les autres organisations régionales du Pacifique, au premier rang desquelles la Communauté du Pacifique, la CPS, dont le siège est à Nouméa et dont l'activité technique, scientifique, sert de socle au développement régional.

Le thème que vous avez retenu pour ce 42^{ème} Sommet des Dirigeants du Forum des Iles du Pacifique - « *Convertir le potentiel en opportunité* » - nous permettra d'aborder avec efficacité les problématiques clés du développement économique durable, de la coordination de l'aide au développement et de l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être des populations océaniques.

Précisément, en matière de **développement économique durable**, la Nouvelle-Calédonie a particulièrement concentré ses efforts sur les cinq priorités suivantes :

- Premièrement, l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique.

Nous avons pris acte des progrès qui ont été enregistrés depuis la Déclaration de Nuié en 2008 et reconnaissons la nécessité de combattre le changement climatique pour la survie des petits Etats insulaires en développement qui comptent parmi les plus vulnérables face au changement climatique.

La Nouvelle-Calédonie considère en effet qu'au niveau régional, en matière de changements climatiques, il est primordial de renforcer le dialogue politique afin d'améliorer la coordination des actions entre nos pays mais aussi dans les négociations internationales.

- Deuxièmement, et cela contribue aussi à notre action d'adaptation et de lutte contre les modifications du climat, nous soutenons activement la promotion des Energies renouvelables et la pérennisation de la Sécurité énergétique.

Nous considérons en effet que le secteur de l'énergie représente une dimension essentielle du développement économique et social de la région Pacifique, en ce qu'il influence notre cadre environnemental et qu'il permet de pallier les impacts du changement climatique et l'augmentation du prix des combustibles fossiles.

A ce titre, nous nous félicitons de l'élaboration, sous la tutelle de la CPS, d'un « *Cadre d'action régional* » dédié au transport (*Framework for Action on Transport Services*) qui devrait permettre d'optimiser le potentiel très important d'amélioration énergétique du secteur des transports.

En Nouvelle-Calédonie, nous avons mis en œuvre une politique énergétique qui comporte des incitations fiscales à l'adoption des énergies renouvelables, notamment pour les fermes éoliennes anticycloniques et les panneaux photovoltaïques. Afin de permettre la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'énergie adaptée aux exigences d'un développement durable, une étude sur un « *Schéma de l'énergie et du climat* » a été lancée fin 2010, en concertation avec l'ensemble des acteurs institutionnels, associatifs, publics et privés.

- Notre troisième priorité est la protection et la conservation de la biodiversité.

Nous avons participé en juillet dernier à Apia aux réunions ministérielles préparatoires à la Conférence de Rio + 20. A cette occasion, nous avons annoncé que nous souhaitons contribuer à sécuriser un engagement politique fort des gouvernements de la région en matière de développement durable.

Dans cette optique, nous nous sommes très concrètement engagés au travers deux projets clés dans le premier thème de la Conférence Rio + 20, qui s'intitule : « *Une économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté* ». Le premier projet, relatif au concept d'« *Economie verte* » s'intitule « *Un arbre, un jour, une vie* ». Le second projet, relatif au concept d'« *Economie bleue* », s'inscrit dans l'esprit de l'initiative « *Pacific Oceanscape* » prônée par le Gouvernement de Kiribati.

Dans la continuité de l'inscription d'une partie remarquable des lagons de Nouvelle-Calédonie au Patrimoine Mondial de l'UNESCO en 2008, ce projet consiste en la gestion durable et concertée de l'aire marine protégée « *Mer de Corail* », formalisée par la signature, l'an dernier, d'une Déclaration d'intention avec l'Australie.

- Notre quatrième priorité est l'exploitation durable du minerai de nickel.

La Nouvelle-Calédonie, qui détient un quart des ressources mondiales de nickel, a posé les bases, via l'adoption en mars 2009 de son « *Schéma de mise en valeur des richesses minières de la Nouvelle-Calédonie* », d'un développement raisonné de son industrie minière et métallurgique.

- Enfin, notre cinquième priorité consiste, pour la Nouvelle-Calédonie, qui est un pays et territoire d'Outre-mer de l'Union Européenne, à contribuer directement à la mise en œuvre de la « Stratégie de l'Union Européenne dans le Pacifique » qui encourage le développement durable de la région.

Nous avons, cette année, souhaité participer le plus activement possible à la préparation de vos discussions de demain.

Jamais, en effet, la Nouvelle-Calédonie n'avait été aussi présente dans les rencontres préparatoires au Sommet.

Cette démarche est cohérente. Elle s'inscrit directement dans le travail d'intégration régionale que nous conduisons de longue date maintenant. Mais nous avons besoin de votre aide pour aller plus loin dans ce cheminement, nous avons besoin de votre confiance et de votre expérience.

Vous le savez, la Nouvelle-Calédonie désire vivement une évolution de son statut au sein du Forum.

J'avais déjà exprimé ce souhait devant vous, en 2007 à Tonga, en 2008 à Niué et en 2009 lors du Sommet de Cairns.

L'année dernière, en 2010, nous avons formellement déposé notre candidature à l'accession au statut de membre à part entière de l'organisation et je vous remercie du soutien que vous nous avez apporté à Port Vila.

Cette année, chers collègues, nous réitérons ce vœu.

Bien évidemment, il conviendra, préalablement à cette accession, d'établir le cadre institutionnel précis de cette évolution, conjointement avec le Secrétariat du Forum, le Comité Ministériel du Forum sur la Nouvelle-Calédonie mais également l'Etat français qui soutient notre démarche.

Je tiens d'ailleurs, en cet instant, à vous remercier du soutien très clair que vous avez apporté à cette initiative l'an dernier, à Port Vila.

Dans votre communiqué, vous vous félicitez de notre volonté d'accéder à ce statut ; vous nous invitiez aussi à réfléchir aux moyens *« d'étendre et d'enrichir notre implication et notre rôle au sein du FIP »*.

Nous avons entendu ce message et nous y avons travaillé, soutenu par l'Etat français dont le Ministre des affaires étrangères, Alain JUPPÉ sera parmi nous vendredi.

Nous avons ainsi envisagé le cadre de cette accession en réfléchissant à l'élaboration d'un outil conventionnel, définissant les modalités de notre accession à ce statut et le cadre de notre action dès lors que nous serions devenus membre à part entière.

S'il n'a pas été possible, dans un calendrier trop contraint, d'accueillir le Comité Ministériel du Forum sur la Nouvelle-Calédonie avant cette réunion, nous y parviendrons certainement à la fin de l'année 2011 ou au début de l'année 2012.

Je tiens d'ailleurs ici, Mesdames et Messieurs, à rendre un hommage spécial au Secrétariat du Forum qui s'est montré et se montre extrêmement coopératif dans l'ensemble des contacts que nous entretenons.

Mesdames et Messieurs, cette accession, nous voulons en être à la hauteur.

Pour cela, le Gouvernement calédonien a engagé avec Anthony LECREN plusieurs chantiers à vocation régionale. Ces chantiers doivent être les moteurs de notre intégration et les préfigurations de notre action future au sein du Forum.

Lors de la rencontre des Ministres du Commerce Extérieur du mois de mai dernier, Anthony LECREN a exprimé notre volonté d'examiner l'opportunité et les modalités de notre participation à L'accord commercial entre les Etats insulaires du Pacifique, le PICTA. Ce travail est aujourd'hui concrètement conduit, une mission mandatée par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie s'est d'ailleurs déjà rendue au Secrétariat du Forum des Iles du Pacifique à Suva au début du mois d'août.

Dans le même temps, nous avons lancé une opération « *d'économie verte* » de très grande envergure. Cette initiative dénommée « *Un arbre, un jour, une vie* », consiste à ce qu'une fois dans l'année chacun des 250 000 calédoniens plante un arbre.

Cette opération vise un triple objectif : environnemental, tout d'abord, puisqu'elle constituera une formidable action de reforestation ; économique, ensuite, puisqu'elle permettra de développer une activité sylvicole durable ; social enfin, car l'initiative vise à développer la gestion participative, favoriser les retombées économiques vers les acteurs communautaires, et fixer la population rurale tout en contribuant à restaurer le lien « *Homme-nature* ».

Mais nous avons la conviction que cette opération aurait, à long terme, beaucoup plus de sens si nous pouvions la régionaliser.

En effet, chers amis, alors que nous préparons le discours que nous tiendrons en commun lors de la grande conférence Rio + 20 au mois de juin 2012, nous pensons très fortement que cette initiative devrait pouvoir dépasser nos frontières calédoniennes. C'est une proposition que nous versons au débat.

Dans cette même logique d'une intégration régionale plus forte et plus efficace, vous savez que nous finalisons en ce moment, en étroite collaboration avec le Gouvernement français, la mise en œuvre d'un dispositif qui prévoit le déploiement d'un réseau de représentants de la Nouvelle-Calédonie auprès de certains de vos gouvernements conformément à l'Accord de Nouméa de 1998, notre constitution.

Vous le voyez, tous ces propos, à l'image des initiatives que nous avons prises, et je ne peux être exhaustif, démontrent incontestablement la volonté profonde et sincère du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de prendre toute sa part dans les affaires de notre région.

Laissez-moi ainsi conclure en vous disant, à tous, que plus que jamais, le Gouvernement que j'ai l'honneur de présider formule ici le vœu solennel que vous entendiez notre appel, l'appel d'une Nouvelle-Calédonie réconciliée avec elle-même et avec son histoire, à devenir le 17^{ème} pilier de votre organisation, le Forum des Iles du Pacifique.

Nous savons combien nous avons à nous apporter les uns aux autres et à construire ensemble dans de si nombreux domaines.

Je vous remercie de votre attention.
